

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.106/4
DU 5 MAI 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 9 avril 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies non datées des lettres adressées aux différents gouvernements régionaux.

Il revient par conséquent à l'auteur du projet de veiller au complet accomplissement de cette formalité préalable.

.../...

Observations particulières

Dispositif

Article 2

Dans son avis 28.020/4, donné le 16 septembre 1998, sur un projet devenu l'arrêté royal du 9 octobre 1998 modifiant l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, la section de législation a formulé l'observation suivante :

"Article 2

1. Cette disposition attribue la qualité d'«agent qualifié», d'une part, «aux fonctionnaires des Régions préposés à la surveillance de la voie publique» (2/) et, d'autre part, «aux fonctionnaires des Régions préposés à la surveillance des eaux et forêts, en ce qui concerne la circulation sur les routes et chemins forestiers des Régions» (3/).

Conformément à l'article 62 de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, on entend par «agent qualifié», les fonctionnaires et agents de l'autorité délégués par le gouvernement pour surveiller l'exécution des lois et règlements sur la police de la circulation routière et qui constatent les infractions à ces lois et règlements par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

En vertu de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, chaque gouvernement de Communauté ou de Région dispose en propre de son personnel. Aucune disposition de la Constitution ou de la loi spéciale ne permet à l'autorité fédérale de conférer une quelconque mission à des agents des entités fédérées ⁽¹⁾.

La même observation vaut pour le 4/, qui étend les cas dans lesquels les agents des sociétés de transport en commun, visés à l'article 3, 12/, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière peuvent constater des infractions, dans la mesure où ces sociétés de transport en commun sont des organismes ressortissant à l'autorité ou au contrôle d'un Gouvernement de Communauté ou de Région".

⁽¹⁾ *Note infrapaginale 1 de l'avis cité* : Voir en ce sens l'avis L. 27.691/4, donné le 1^{er} juillet 1998, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la directive 95/50/CE du Conseil du 6 octobre 1995 concernant des procédures uniformes en matière de contrôle des transports de marchandises dangereuses par route".

Cette observation vaut également pour l'article 2, c), du projet, qui vise à remplacer l'article 3, 12/, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité. Cette disposition sera par conséquent omise.

Article 3

L'article 3 du projet vise à remplacer l'article 11.2, 1/, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 précité, afin d'y autoriser les autocars répondant à certaines caractéristiques techniques particulières fixées par le ministre, à circuler à la vitesse maximale de 100 km par heure, au lieu de 90 km par heure.

Outre les exigences qu'impose la mise en oeuvre de cette subdélégation de pouvoirs réglementaires au ministre ⁽²⁾, l'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait que tout conducteur d'autocar empruntant le réseau routier belge doit pouvoir être informé de l'existence de ces nouvelles règles relatives aux vitesses maximales autorisées sur le réseau routier belge, quel que soit son pays d'origine.

Outre la nécessité de fixer des "caractéristiques techniques particulières" permettant un contrôle effectif et uniforme des véhicules concernés, et dont l'élaboration revient au ministre auquel ce pouvoir est subdélégué, il convient donc de veiller à l'information des conducteurs des véhicules concernés, comme c'est le cas pour les conducteurs des autres catégories de véhicules.

Article 18

La section de législation se demande si le dessin du signal de fin de zone de stationnement à durée limitée ne doit pas être complété par la représentation du nouveau modèle de disque de stationnement ⁽³⁾.

⁽²⁾ Voir l'avis 48.108/4, donné ce jour sur un projet d'arrêté ministériel "concernant les caractéristiques techniques auxquelles les autocars doivent répondre pour pouvoir rouler à 100 km par heure sur les routes visées à l'article 11.2.1/ a) et b) de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique".

⁽³⁾ Cfr la disposition transitoire, pour l'ancien modèle.

Article 19

La section de législation se demande si la référence du signal F3 ne devrait pas être remplacée par celle des signaux F3a et F3b.

L'article 85*quater* qui contient des dispositions transitoires sera adapté afin de maintenir les effets de la nouvelle réglementation lorsque le signal F3 est utilisé.

Article 20

Il y a une discordance entre la version française qui utilise le mot "arrêt" et la version néerlandaise qui utilise le verbe "parkeren".

Afin de viser tant l'hypothèse du stationnement interdit que celle de l'arrêt et du stationnement interdits, il convient de remplacer les mots "l'arrêt est interdit" par les mots "l'interdiction est applicable".

Dans la version néerlandaise de l'article, les mots "voor dewelke het parkeren is verboden" devraient être remplacés par les mots "waarvoor het verbod geldt".

Observation finale

Le membre de phrase liminaire des articles 5, 7, 12, 13, 18, 23 et 25 du projet doit être revu afin d'y mentionner l'ensemble des actes ayant déjà modifié la disposition visée, en y omettant cependant les modifications précédentes qui ne sont plus en vigueur et d'y distinguer les actes ayant inséré ou remplacé la disposition visée de ceux l'ayant modifiée.

Observation de forme concernant la version néerlandaise du projet

Article 13

Au 1/, il faudrait écrire "beschermende kleding" au lieu de "beschermende kledij". Au 2/, il faudrait écrire "een jas", au lieu de "een vest".

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.106/4
VAN 5 MEI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 9 april 2010 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevinden zich evenwel alleen de niet gedateerde afschriften van de brieven die aan de onderscheiden gewestregeringen zijn gericht.

Het staat bijgevolg aan de steller van het ontwerp om erop toe te zien dat dit voorafgaande vormvereiste volkomen wordt vervuld.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 2

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 28.020/4, op 16 september 1998 verstrekt over een ontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het koninklijk besluit van 9 oktober 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, het volgende opgemerkt :

"Artikel 2

1. Bij deze bepaling wordt de hoedanigheid van «bevoegde persoon» toegekend aan enerzijds, «de ambtenaren van de Gewesten, aangesteld voor het toezicht op de wegen» (2/), en anderzijds, aan «de ambtenaren van de Gewesten aangesteld voor het toezicht op de Waters en Bossen, voor wat betreft het verkeer op de boswegen van het Gewest» (3/).

Overeenkomstig artikel 62 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, wordt onder «bevoegde personen» verstaan de overheidsambtenaren en overheidsbeambten die door de regering worden aangesteld om toezicht te houden op de naleving van de wetten en verordeningen betreffende de politie over het wegverkeer en die de overtredingen van die wetten en verordeningen vaststellen door processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen.

Krachtens artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, beschikt elke Gemeenschaps- of Gewestregering over eigen personeel. Geen enkele bepaling van de Grondwet of van de bijzondere wet stelt de federale overheid in staat om personeelsleden van de deeltentiteiten met welke taak ook te belasten ⁽¹⁾.

Deze opmerking geldt ook voor onderdeel 4/, dat voorziet in extra gevallen waarin het personeel van de maatschappijen voor openbaar vervoer, bedoeld in artikel 3, 12/, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, strafbare feiten vast kan stellen,

⁽¹⁾ Voetnoot 1 van het geciteerde advies : Zie in die zin advies L. 27.691/4, dat op 1 juli 1998 is gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de richtlijn 95/50/EG van de Raad van 6 oktober 1995 betreffende uniforme procedures voor de controle op het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg".

aangezien die maatschappijen voor openbaar vervoer instellingen zijn die onder het gezag of de controle van een Gemeenschaps- of Gewestregering staan".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 2, c), van het ontwerp, dat ertoe strekt artikel 3, 12/, van voormeld koninklijk besluit van 1 december 1975 te vervangen. Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 3

Artikel 3 van het ontwerp strekt ertoe artikel 11.2, 1/, tweede lid, van voormeld koninklijk besluit van 1 december 1975 te vervangen, om daarin autocars met bepaalde, door de minister vastgestelde bijzondere technische kenmerken toe te staan te rijden met een maximumsnelheid van 100 km per uur, in plaats van 90 km per uur.

Ongerekend de vereisten waaraan moet worden voldaan voor het aanwenden van deze subdelegatie van verordnungsbevoegdheden aan de minister⁽²⁾, moet de steller van het ontwerp erop worden gewezen dat elke autocarbestuurder die gebruik maakt van het Belgische verkeersnet, op de hoogte moet kunnen worden gebracht van het bestaan van deze nieuwe regels betreffende de toegestane maximumsnelheden op het Belgische verkeersnet, ongeacht zijn land van oorsprong.

Naast de noodzaak om "specifieke technische karakteristieken" vast te stellen die het mogelijk maken de betrokken voertuigen daadwerkelijk en eenvormig te controleren, en waarvan de uitwerking een aangelegenheid is van de minister aan wie deze bevoegdheid wordt gesubdelegeerd, dient er dus op toegezien te worden dat de bestuurders van de betrokken voertuigen worden ingelicht, zoals het geval is voor de bestuurders van de andere categorieën van voertuigen.

⁽²⁾ Zie advies 48.108/4, dat heden is uitgebracht over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de specifieke technische karakteristieken waaraan autocars moeten voldoen om 100 km per uur te mogen rijden op de wegen bedoeld in artikel 11.2.1/ a) en b) van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg".

Artikel 18

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of de tekening van het verkeersbord "einde van een zone met beperkte parkeertijd" niet moet worden aangevuld met de afbeelding van het nieuwe parkeerschijfmodel ⁽³⁾.

Artikel 19

De afdeling Wetgeving vraagt zich af of de verwijzing naar verkeersbord F3 niet vervangen dient te worden door een verwijzing naar de verkeersborden F3a en F3b.

Artikel 85^{quater}, dat overgangsbepalingen bevat, moet worden aangepast om de gevolgen van de nieuwe regelgeving te handhaven wanneer verkeersbord F3 wordt gebruikt.

Artikel 20

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse versie, waarin het woord "parkeren" wordt gebezigd en de Franse versie, waarin het woord "arrêt" wordt gebruikt.

Om zowel te verwijzen naar het geval waarin parkeren en parkeren verboden is als naar dat waarin stilstaan en parkeren verboden zijn, dienen de woorden "voor dewelke het parkeren is verboden" vervangen te worden door de woorden "waarvoor het verbod geldt".

In de Franse versie van het artikel dienen de woorden "l'arrêt est interdit" vervangen te worden door de woorden "l'interdiction est applicable".

Slotopmerking

De inleidende zinsnede van de artikelen 5, 7, 12, 13, 18, 23 en 25 van het ontwerp moet worden herzien om daarin alle handelingen te vermelden die de bedoelde

⁽³⁾ Cf. de overgangsbepaling, voor het oude model.

bepaling reeds gewijzigd hebben, waarbij evenwel de vorige wijzigingen die geen gelding meer hebben, eruit worden weggelaten, en een onderscheid te maken tussen de handelingen die de bedoelde bepaling hebben ingevoegd of vervangen en die welke haar hebben gewijzigd.

Vormopmerking

Artikel 13

In onderdeel 1/ schrijve men : "beschermende kleding" in plaats van "beschermende kledij". In onderdeel 2/ zou "een jas" geschreven moeten worden, in plaats van "een vest".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY